

Afrique du Sud : notre état n'est pas à la hauteur de la crise imminente

mercredi 1er avril 2020, par [SAFTU](#) (Date de rédaction antérieure : 27 mars 2020).

Le verrouillage anti-viral est un début de distanciation sociale - mais l'avarice budgétaire et une politique monétaire stricte risquent de provoquer une rébellion née d'un désespoir extrême

La guerre totale contre le virus Covid-19 que soutient la SAFTU vient de s'arrêter. Ce que nous, les masses, sommes invités à sacrifier, par rapport à ce que l'État demande aux riches et aux sociétés sud-africaines de contribuer à la cause, est tellement hors de proportion que cela ne fonctionnera tout simplement pas. Collectivement, alors que les riches peuvent se réfugier dans leurs refuges et que les classes moyennes peuvent fuir vers des maisons de banlieue bien approvisionnées, notre société dans son ensemble sera vaincue. La Fédération sud-africaine des syndicats exige une approche très différente, pour notre survie.

Dans cette crise, non seulement la société doit respecter les sciences de la santé et promouvoir l'entraide d'urgence. En outre, il est urgent de déplacer la discussion vers des stratégies socialistes de soins de santé, de bien-être social, d'interventions économiques autonomes, de réindustrialisation écologiquement rationnelle, de socialisation des hauteurs dominantes et de solidarité de classe entre les vastes masses pauvres et actives de notre pays.

Le verrouillage presque total annoncé du 26 mars au 16 avril - et probablement plus long - sera extrêmement perturbateur pour notre peuple. Nous assisterons à une période d'inconfort extrême pour les Sud-Africains pauvres et ouvriers, en particulier les femmes responsables de la reproduction de nos communautés et de nos ménages, et celles qui sont vulnérables à l'infection Covid-19, étant donné le système de santé de l'apartheid qui semble empirer progressivement.

L'État ajoute au fardeau de survie de notre peuple ce que les responsables de la santé publique considèrent comme une distanciation sociale nécessaire, avec laquelle nous sommes d'accord en principe, afin de limiter la propagation du virus au cours de ces semaines et mois critiques. Cependant, la manière symbolique dont l'État accorde une compensation à tous ceux qui sont actuellement au bord de la survie doit être repensée d'urgence.

L'État et les entreprises ne sont prêts à engager que 12 milliards de rands en financement de programmes et de projets au-delà du budget 2020-2021 existant. Les montants promis sont :

8 milliards de rands pour « une subvention fiscale pouvant atteindre 500 rands par mois pendant les quatre prochains mois pour les employés du secteur privé gagnant moins de 6 500 rands » - pour seulement 4 millions de travailleurs, en oubliant que plus de 10,5 millions sont officiellement au chômage, pour lesquels il existe c'est rien ;

3 milliards de rands de la Société de développement industriel, 500 millions de rands du ministère du développement des petites entreprises et 200 millions de rands du ministère du tourisme pour les entreprises en détresse ou celles qui apportent une contribution essentielle au secteur de la santé ;

1 milliard de rands chacun des familles Rupert et Oppenheimer pour aider les petites entreprises ; 150 millions de rands versés dans un fonds de solidarité volontaire « pour lutter contre la propagation du virus, nous aider à suivre la propagation, à soigner les malades et à soutenir ceux dont la vie est perturbée » ; et un soutien non spécifié de la Caisse d'assurance chômage et du Programme de secours aux employés temporaires, pour les personnes exerçant un emploi formel non rémunéré, et un « filet de sécurité non spécifié est en cours d'élaboration pour soutenir les personnes du secteur informel ».

Ces mesures sont totalement insuffisantes. L'imposition d'urgence des riches et des sociétés, et la répression attendue depuis longtemps de la criminalité des entreprises ne sont pas mentionnées. Les appels pour une allocation de revenu de base, et pour les colis alimentaires en cette période de crise, n'attirent aucune attention. Mais c'est la nature limitée de la relance budgétaire à ses propres conditions, qui est si choquante. L'offre des classes dirigeantes sud-africaines est de 12 milliards de rands (0,23% du PIB). Comparez cela à ce que proposent des pays dirigés par des gouvernements notoirement conservateurs, comme en Angleterre, les dépenses proposées représentent 16,3% du PIB.

De plus, les masses endettées souffrent désormais de taux d'intérêt extrêmement élevés. L'économie tire de l'arrière par suite de la sortie de capitaux. Entre 10 et 25 milliards de dollars de flux financiers illicites annuels en provenance d'Afrique du Sud ont été estimés par les agences officielles à la fin de l'année dernière.

Ramaphosa a déclaré dans son discours : « Le Gouverneur m'a assuré que la Banque est prête à faire » tout ce qu'il faut « pour assurer le bon fonctionnement du secteur financier pendant cette pandémie. » Pourtant, la SARB n'a pas fait ce qu'il fallait pour abaisser les taux d'intérêt à des niveaux raisonnables.

Depuis l cette semaine, la mère qui survivait en vendant des marchandises dans le secteur informel n'aura aucun revenu. Le jeune qui, dans l'esprit de vuk'uzenzele, coupait les cheveux au coin de la rue, est prié de rester à la maison et de ne gagner aucun revenu ! Le récupérateur qui survit en se réveillant à 3h du matin pour ramasser les déchets ne sera plus en mesure de gagner un revenu. Les sous-classes qui travaillent à la récupération dans les décharges vont maintenant rester à la maison pendant trois semaines. Il y a des centaines de milliers des plus pauvres parmi les pauvres qui ne seront pas pris en charge par la non-intervention du gouvernement. Ces travailleurs impliqués dans l'économie de survie, sont normalement comptés comme employés et ne font même pas partie des 10,5 millions de Sud-Africains trop découragés pour aller chercher des opportunités d'emploi.

South African Federation of Trade Unions (SAFTU)

P.-S.

Original link :

<https://nobordersnews.org/2020/03/26/south-african-federation-of-trade-unions-the-state-isnt-pulling-its-weight/>